

Répression antisyndicale : en refusant l'amnistie, le Parti Socialiste couvre la politique sarkozyste

Aux ordres du gouvernement, le Parti Socialiste a provoqué le rejet en commission des lois de la proposition de loi d'amnistie des faits commis par des syndicalistes.

Ce projet est pourtant bien en-deçà de ce que serait une loi rétablissant la justice et reconnaissant la réalité de la violence patronale et gouvernementale exercée à l'encontre des salarié-es, de la population la plus démunie, de celles et ceux qui répondent aux attaques sociales, économiques, écologistes.

Ces militant-es ont été condamné-es parce qu'ils et elles organisaient les luttes contre les fermetures d'entreprises et les licenciements, contre la contre-réforme des retraites, pour le droit au logement pour toutes et tous, contre la culture du maïs transgénique, etc.

En refusant une loi d'amnistie, même réduite, le Parti Socialiste donne raison au pouvoir sarkozyste qui réprimait ces mouvements sociaux !